
Rapport du Président concernant une proposition de don au secteur privé en faveur de PEBCo-BETHESDA pour une microfinance inclusive au service de la résilience et de l'amélioration des moyens d'existence

Numéro du projet: 2000004948

Cote du document: EB 2026/147/R.2

Point de l'ordre du jour: 3 a) i) a)

Date: 25 mars 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 17.

Questions techniques:

Jenny Scharrer

Directrice

Division des opérations dans le secteur privé

courriel: j.scharrer@ifad.org

Nadine Umunyana

Spécialiste des placements (hors classe)

Division des opérations dans le secteur privé

courriel: n.umunyana@ifad.org

Rapport du Président concernant une proposition de don au secteur privé en faveur de PEBCo-BETHESDA pour une microfinance inclusive au service de la résilience et de l'amélioration des moyens d'existence

I. Contexte

1. En août 2024, le Conseil d'administration a approuvé une opération non souveraine (ONS) sous la forme d'un prêt de premier rang de 3,0 millions d'EUR en faveur de l'association Promotion de l'épargne-crédit à base communautaire – BETHESDA (PEBCo-BETHESDA), visant à élargir l'accès au crédit inclusif en milieu rural et périurbain au profit des petits producteurs, des organisations de producteurs et des microentreprises, petites et moyennes entreprises (PME) agricoles en République du Bénin (EB 2024/LOT/NS.1). Cette opération cible les groupes prioritaires du FIDA – notamment les femmes (72%), les jeunes (30%) et les populations rurales vivant sous le seuil de pauvreté (40%)¹ – et devrait atteindre directement 20 600 clients et indirectement 123 600 membres de ménages d'ici à 2030.
2. Pour assurer la bonne mise en œuvre de l'ONS et renforcer la capacité de PEBCo-BETHESDA à obtenir des résultats en matière de développement et à en assurer le suivi, le FIDA propose un don complémentaire au titre de l'assistance technique. L'assistance technique proposée relève du dispositif d'atténuation des risques et de la théorie du changement de l'ONS, et sera déployée en parallèle du prêt.
3. Le don proposé sera financé par le Programme d'investissement en faveur de la résilience des moyens d'existence et de la bonne santé des sols dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ILSA), qui est géré par le FIDA et financé par l'Union européenne. Le don a été approuvé par l'Union européenne en février 2025.
4. La conception de l'ONS prévoit une assistance technique complémentaire destinée à: i) renforcer les normes et les systèmes en matière d'environnement, de société et de gouvernance (ESG), notamment par la formalisation d'un système de gestion environnementale et sociale et d'une liste d'exclusion; ii) appuyer la dématérialisation des produits et processus de crédit, ainsi que l'amélioration du suivi-évaluation pour mieux suivre la portée des activités et les résultats en matière de développement; iii) renforcer les capacités internes de gestion et les capacités opérationnelles en vue d'élargir la couverture et d'améliorer la qualité des services destinés aux clients des zones rurales et aux acteurs des filières agricoles. Partie intégrante de la théorie du changement et du dispositif d'atténuation des risques prévus par l'ONS, l'assistance technique proposée contribue à répondre aux exigences du FIDA au titre des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) et aux attentes en matière de suivi-évaluation et de supervision.
5. Le don proposé est conforme au document d'action de la Commission européenne en faveur de la production alimentaire et de la résilience des systèmes alimentaires dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique², ainsi qu'à la Politique du FIDA sur les dons ordinaires (2021), dans la mesure où il soutient le mandat du FIDA visant à promouvoir des services financiers inclusifs et à renforcer les capacités institutionnelles au service de la transformation rurale, tout en favorisant l'amélioration des résultats en matière de développement et le respect des dispositions prévues par l'ONS connexe. Le don contribue aux objectifs de développement durable (ODD) 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro) et 5 (égalité

¹ Selon la définition de la Banque mondiale (2024), il s'agit des personnes vivant avec moins de 2,15 USD (1 294 FCFA) par jour. Les 60% restants des personnes ciblées ne remplissent pas ce critère, mais peinent néanmoins à satisfaire leurs besoins fondamentaux.

² https://ec.europa.eu/echo/files/funding/hip2022/c_2022_6535_f1_annex_en_v2_p1_2191411.pdf.

entre les sexes), notamment par l'augmentation du revenu moyen des ménages (en particulier pour les femmes), ainsi qu'à l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), grâce à la création d'emplois dans les microentreprises et PME emprunteuses.

6. Le bénéficiaire direct sera PEBCo-BETHESDA, un établissement financier réglementé de catégorie 2 et l'une des principales institutions de microfinance au Bénin, largement implantée en milieu rural (60 agences couvrant neuf régions) et disposant d'un portefeuille agricole important. Ce bénéficiaire a été sélectionné directement, l'assistance technique visant précisément à renforcer les capacités et les systèmes de cette entité du secteur privé qui met en œuvre l'ONS approuvée par le Conseil d'administration et reçoit les fonds du prêt correspondant. Le FIDA a réalisé les vérifications préalables requises auprès de cette entité privée recevant le don, conformément à ses politiques et procédures applicables aux ONS et à ses activités de collaboration avec le secteur privé.

II. Le programme proposé

7. Le don au titre de l'assistance technique vise globalement à renforcer les systèmes internes de PEBCo-BETHESDA et la capacité de cette institution à fournir des services financiers inclusifs en milieu rural au Bénin selon une approche plus durable, intégrant davantage les outils numériques et conforme aux exigences du FIDA en matière d'ESG et de résultats, contribuant ainsi à renforcer l'impact sur le développement du prêt non souverain connexe. Les objectifs sont les suivants:
 - i) renforcer les normes ESG et les systèmes opérationnels (système de gestion environnementale et sociale, politiques, procédures, liste d'exclusion, mécanisme de réponse aux doléances et communication de l'information);
 - ii) améliorer la dématérialisation de certains produits et processus de crédit et consolider les systèmes de données de suivi au niveau des clients;
 - iii) renforcer les systèmes de gestion, les capacités opérationnelles et le suivi-évaluation pour favoriser l'élargissement de la clientèle aux groupes prioritaires du FIDA et améliorer la communication des résultats.
8. Le don cible directement PEBCo-BETHESDA et bénéficiera indirectement à ses clients ruraux et périurbains qui reçoivent des financements dans le cadre de l'ONS, à savoir les petits producteurs, les microentreprises et PME agricoles et les organisations de producteurs, une attention particulière étant accordée aux femmes, aux jeunes et aux populations rurales pauvres.
9. **Durée et composantes.** Le don sera mis en œuvre sur une période de 15 mois (voir l'appendice III) et comprendra les composantes suivantes:
 - **Composante 1 – Renforcement des normes ESG et des mesures de protection:** formalisation et consolidation du système de gestion environnementale et sociale; mise en œuvre de la politique ESG et du plan d'action associé; révision de la liste d'exclusion; formation du personnel et intégration opérationnelle; amélioration de l'établissement de rapports et de la supervision.
 - **Composante 2 – Renforcement du système informatisé de gestion et systèmes de données:** dématérialisation de certains produits et processus de crédit; renforcement du système informatisé de gestion et du suivi des clients dans le cadre des prêts subsidiaires financés par le FIDA; amélioration de la capture de données sur le genre et la jeunesse ainsi que du ciblage de la pauvreté; mise en place d'outils de base favorisant l'efficacité et la transparence.
 - **Composante 3 – Transition numérique, renforcement des capacités institutionnelles et du suivi-évaluation:** dématérialisation de certains

produits et processus, parallèlement au renforcement des capacités institutionnelles et des capacités de suivi –dématisation de processus de crédit; renforcement des procédures internes et des attributions; formation du personnel; amélioration du cadre de suivi-évaluation et des outils de communication de l'information dans le droit fil du cadre de résultats de l'ONS; appui opérationnel à la gestion du changement.

III. Effets directs et produits escomptés

10. Les effets directs et produits escomptés du programme sont les suivants:
 - i) **normes ESG et système de gestion environnementale et sociale renforcés** et opérationnels, notamment grâce à la mise à jour des politiques et outils et au renforcement des capacités du personnel, favorisant ainsi une gestion des risques et une supervision conformes aux PESEC;
 - ii) **processus numériques optimisés et capacités renforcées du système informatisé de gestion**, permettant un meilleur suivi du portefeuille, une réduction progressive des coûts de transaction et un suivi plus fiable des emprunteurs appuyés par le FIDA;
 - iii) **systèmes renforcés de suivi-évaluation et de communication de l'information** en ce qui concerne la portée des activités et les résultats en matière de développement (en incluant des données ventilées par sexe et par âge), conformément au cadre de résultats de l'ONS et aux exigences en matière de supervision;
 - iv) **meilleure préparation institutionnelle** au développement responsable de la finance rurale et agricole, à l'appui de la résilience et de la durabilité des moyens d'existence des clients dans le cadre de l'ONS.
11. Les principaux effets directs attendus à l'horizon 2030, obtenus par effet de cumul grâce au financement du FIDA, sont les suivants: i) 20 600 clients directement appuyés par le FIDA, dont 15 450 emprunteurs ruraux (75%), 14 830 femmes (72%), 6 180 jeunes (30%) et 8 240 ruraux vivant sous le seuil de pauvreté (40%); ii) 123 600 membres de ménages indirectement appuyés (en comptant six personnes par ménage); iii) 10 300 emplois formels appuyés par les activités de crédit de PEBCo-BETHESDA, dont 7 416 pour des femmes (72%) et 3 090 pour des jeunes (30%); iv) 5 millions d'EUR de financements additionnels mobilisés avant l'échéance du prêt, grâce à des pourparlers en cours avec de potentiels partenaires de cofinancement (voir le cadre logique à l'appendice I).

IV. Modalités d'exécution

12. PEBCo-BETHESDA mettra en œuvre du don au titre de l'assistance technique au moyen de ses structures de gestion, en s'appuyant sur des coordonnateurs désignés pour les questions ESG et la coordination du programme, et en recrutant, selon les besoins, des prestataires ou consultants spécialisés. Afin de garantir une utilisation efficace des fonds de l'assistance technique au service des opérations de crédit de PEBCo-BETHESDA, le FIDA envisage de recruter, si nécessaire, un consultant ou une consultante au niveau local, qui facilitera les contrôles de mise en œuvre et vérifiera l'avancement des travaux d'assistance technique et le respect des dispositions de l'accord de don.
13. Les progrès et les résultats du don au titre de l'assistance technique seront examinés selon les modalités de supervision du FIDA applicables à l'ONS, notamment des missions annuelles et des rapports réguliers, afin d'assurer la cohérence entre la mise en œuvre de l'assistance technique, le respect des engagements et les résultats de l'ONS en matière de développement.
14. Conformément à la décision du Comité d'examen des placements concernant la demande de dérogation de PEBCo-BETHESDA, la conclusion de l'accord de don sera

une condition préalable au décaissement de la deuxième tranche du prêt non souverain. PEBCo-BETHESDA a élaboré un plan de travail détaillé pour l'assistance technique, assorti d'un budget ventilé par composante et incluant sa propre contribution équivalente à 10% du montant total du don (voir le tableau 1).

V. Coût et financement indicatifs du programme

15. Les procédures relatives à l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard, à l'exception des dispositions spécifiques précisées dans l'appendice relatif à la gouvernance financière applicable aux dons en faveur d'entités du secteur privé, notamment en ce qui concerne les exigences particulières en matière d'information et d'audit externe.
16. Le don au titre de l'assistance technique est financé par l'intermédiaire du programme ILSA, lui-même financé par l'Union européenne. Il sera plafonné à 250 000 EUR et complété par une contribution en nature de PEBCo-BETHESDA équivalente à 10% du montant total du don, apportée principalement sous forme de journées de travail et de services connexes. Le don étant financé par l'Union européenne, les règles et critères d'admissibilité des dépenses prévus par l'Union européenne prévaudront, conformément aux dispositions de l'accord de don. Le budget final détaillé, les modalités de passation des marchés et le calendrier d'exécution figureront dans l'accord de don ainsi que dans le plan de travail et le budget, s'il y a lieu.

Tableau 1

Coût par composante et par source de financement (en milliers d'EUR)

<i>Composantes</i>	<i>Don financé par l'intermédiaire du programme ILSA</i>	<i>Cofinancement en nature de PEBCo- BETHESDA</i>	<i>Total</i>
1. Renforcement des normes ESG et des mesures de protection	119	15	134
2. Renforcement du système informatisé de gestion et systèmes de données	15	4	19
3. Transition numérique, renforcement des capacités institutionnelles et du suivi-évaluation	116	6	122
Total	250	25	275

Tableau 2

Coût par catégorie de dépenses et par source de financement (en milliers d'EUR)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Don financé par l'intermédiaire du programme ILSA</i>	<i>Cofinancement en nature de PEBCo- BETHESDA</i>	<i>Total</i>
1. Services de conseil et assistance technique	90	5	95
2. Matériel, logiciels et équipements informatiques	70	5	75
3. Formation, ateliers et renforcement des capacités	60	10	70
4. Voyages, réunions et frais de fonctionnement	30	5	35
Total	250	25	275

VII. Recommandation

17. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, agissant par l'intermédiaire des ressources du Programme d'investissement en faveur de la résilience des moyens d'existence et de la bonne santé des sols dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, géré par le FIDA et financé par l'Union européenne, accordera un financement supplémentaire sous la forme d'un don d'un montant ne dépassant pas deux cent cinquante mille euros (250 000 EUR) à Promotion de l'épargne-crédit à base communautaire – BETHESDA, en vue de financer une assistance technique. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Results-based logical framework

Outreach	Disaggregation	Target	Means of verification	Assumptions
Number of direct clients reached (borrowers)	Total	20 600	Annual supervision missions/ monitoring and evaluation (M&E) report	Rural finance demand remains strong; PEBCo maintains outreach strategy and branch/agent functionality; no major political/economic/health/security shock disrupts operations; targeting methodology and client profiling remain reliable to track women/youth/poverty disaggregation.
	Women (72%)	14 830		
	Youth (30%)	6 180		
	People living below the poverty line (40%) ³	8 240		
Number of indirect clients reached ⁴	Total	123 600	Annual supervision missions/ M&E report	Indirect beneficiary estimation method assumes household size of 6 persons per family, assuming no major displacement/crisis significantly changes household composition or livelihoods during reporting period.
	% below the poverty line (40%) ⁵	49 440		
Outcome 1: More rural employment opportunities, notably for women and youth				
Number of formal jobs created by PEBCo	Total	50	M&E report	This outcome assumes a broadly stable operating environment in rural areas, with no major political, security, economic, health or climate shocks that significantly disrupt

³ 2024 World Bank's definition (people earning less than US\$2.15 or XOF 1,294 per day).

⁴ Assuming six people per household.

⁵ 2024 World Bank's definition (people earning less than US\$2.15 or XOF 1,294 per day).

				MSME activity or labor markets. It also assumes PEBCo and its borrower enterprises remain operational and financially viable, can maintain or expand their workforce, and are able to consistently track and report employment data (including women/youth disaggregation) using an agreed definition of “formal jobs created/sustained.”
Number of formal jobs sustained by the project’s private sector recipients	Total	10 300⁶	Annual supervision missions/ M&E report	
	Women (72%)	7 416		
	Youth (30%)	3 090		
Outcome 2: Improved access to finance for small-scale producers, rural poor people and agri-MSMEs involved in food systems				
Clients in rural areas accessing IFAD’s loans (75% of total directclients)	Total	15 450	Annual supervision missions/ M&E report	This outcome assumes IFAD loan proceeds and the supporting TA are available as planned and that PEBCo maintains sufficient liquidity/capital, risk appetite, and operational capacity to on-lend to rural/agri clients without undue delays. It further assumes the regulatory and macroeconomic context remains supportive (no sudden credit tightening driven by inflation/interest-rate spikes or other shocks), agricultural value chains remain functional with adequate borrower demand and repayment capacity, and PEBCo’s targeting, KYC/onboarding and data systems can reliably reach and monitor women, youth and people living below the poverty line.

⁶ Estimation of 50 per cent of the direct clients..

	Women (72%)	11 125		
	Youth (30%)	4 635		
	People living below the poverty line (40%) ⁷	6 180		
% increase in agri-portfolio (from end-2024)		25%	Financial reporting	Agricultural seasons are broadly normal (no extreme multi-season shock); input/produce markets remain functional; portfolio growth not constrained by regulatory changes, interest rate spikes, or liquidity shortages.
# new or developed financial products or services offered to clients.		3	M&E report	PEBCo has internal capacity and approvals to design/roll out products; required digital/MIS functionality is delivered on time; market conditions allow uptake; consumer protection and responsible lending requirements are maintained.

⁷ 2024 World Bank's definition (people earning less than US\$2.15 or XOF 1,294 per day).

Financial governance

Introduction

1. Given the selection of a private sector entity as the recipient, an integrity due diligence was conducted and strict financial management and governance frameworks will be established to ensure transparent and efficient use of IFAD resources and achievement of programme objectives. This appendix outlines the outcome of the integrity due diligence and the financial management system, procurement procedures and audit arrangements that will be reflected in the TA Grant Agreement.
2. IFAD's integrity due diligence of the recipient did not reveal any cause to believe that IFAD funds would be used for money laundering, terrorism financing, or violations of applicable sanctions.

Financial management system, including accounting specifications

3. PEBCo uses the OHADA accounting framework and maintains established budgeting, accounting, internal control and reporting arrangements as a regulated financial institution. For this TA grant, PEBCo will:
 - track TA-related transactions under dedicated budget lines and accounting codes;
 - establish a **dedicated bank account** (or an equivalent ring-fenced arrangement acceptable to IFAD) for grant funds, in the currency specified in the TA Grant Agreement;
 - submit withdrawal applications and supporting documentation in line with the TA Grant Agreement; and
 - assign clear internal oversight responsibilities (programme coordination, finance function, authorization controls, segregation of duties).
4. PEBCo will submit **periodic financial reports/Statements of Expenditure** in form and substance acceptable to IFAD and EU-ILSA, including a breakdown by component and expenditure category, and reflecting in-kind contributions as applicable.

Procurement procedures

5. Globally, the assessment of the procurement aspect of PEBCo-BETHESDA Benin shows that this is in line with the National and IFAD framework. The procurement plan remains a strategic document used to acquire the goods, services and works necessary for the implementation of activities. PEBCo-BETHESDA has undertaken different reforms to ensure that the procurement plan is aligned to the Annual Work Plan and Budget (AWPB) and to ensure this abides to national and international standards. As a result, the 2026 Procurement Plan has been prepared according to the manual and is aligned with the Annual Plan for the 2026 financial year.
6. The procurement activities are the responsibilities of the Procurement Unit which is led by an experienced Procurement Officer and some Assistants and is responsible for procurement planning and process and procedures in accordance with established rules. In addition to that, the Procurement Unit monitors the management and execution of contracts, ensuring that agreed deadlines and conditions are met.
7. To ensure compliance in the procurement process, the institution also has an internal control mechanism led by the Procurement Control unit, and its role is to ensure transparency, efficiency, and compliance in the procurement procedure and to ensure verifies that contracts and deliveries comply with specifications and are executed according to the contractual arrangement.

8. Procurement under the TA will be conducted in accordance with the **General Provisions Applicable to IFAD Grant Agreements** and any specific procurement arrangements set out in the TA Grant Agreement. The TA will finance consultancy services, training and limited goods/services (as applicable). Competitive selection methods and documentation requirements will be specified in the TA Grant Agreement and aligned with IFAD's internal review and clearance.

Audit arrangements

9. External audit arrangements will comply with the TA Grant Agreement. The audit scope and reporting will be agreed between IFAD and PEBCo, including submission timelines, and any specific audit opinion requirements for grant-funded expenditures. Given the short implementation period of the TA, IFAD and PEBCo may agree to conduct a single external audit covering the full implementation period, in lieu of annual audits.

Implementation procedures and project management

Implementation will be overseen by PEBCo under the Grant Agreement, with clear internal coordination, procurement, verification and supervision arrangements to ensure timely delivery and compliance.

- **Oversight and coordination:** PEBCo implements TA under the Grant Agreement with dedicated focal points (ESG focal point(s) and programme coordination), and internal finance/authorization controls.
- **Service providers:** PEBCo will procure specialized consultants/service providers for targeted assignments as required.
- **Implementation verification:** IFAD may hire a local consultant (as needed) to support implementation checks, verify progress on TA deliverables, and confirm compliance with grant requirements, proportionate to risk and implementation needs.
- **Integration with NSO supervision:** Progress reviewed through NSO supervision arrangements (annual supervision missions and regular reporting), ensuring alignment between TA deliverables, covenant compliance and development results.

Implementation period and workplan

Duration: up to 15 months, with a detailed workplan and deliverable schedule annexed to the Grant Agreement (including sequencing across components and procurement milestones).

Planning, Monitoring and evaluation, and reporting

PEBCo will be responsible for regular narrative and financial reporting to IFAD, in accordance with IFAD reporting requirements and formats, while applying the European Union's rules and eligibility criteria for expenditures as set out in the relevant contribution agreement. Reporting will be based on an agreed set of indicators and will cover:

- Narrative progress reports (against deliverables and outcomes by component)
- Financial reports/Statements of Expenditure (by component and category, including in-kind contribution reporting as applicable)
- Updated procurement plan and contract status reporting (as required)
- Results reporting aligned with NSO results framework, including progressive improvements in disaggregation (gender/youth, poverty where feasible)

Supervision arrangements

IFAD supervision through NSO arrangements, supplemented by targeted TA implementation follow-up (remote check-ins, document review, and missions as needed).

Coordination among PEBCo, IFAD (PSD/PDT), and relevant IFAD units for SECAP/ESG, financial governance and clearance process (as applicable).

Risks and mitigation measures

1. Implementation delays (procurement, vendor performance, internal capacity constraints).
 - **Mitigation:** realistic workplan; clear terms of reference (TORs); competitive procurement; milestone-based payments; IFAD clearance; implementation support.
2. Weak adoption of new systems (ESMS/MIS/digital tools) due to change management constraints.
 - **Mitigation:** staff training; phased rollout; management endorsement; clear roles and Standard Operating Procedure (SOPs); implementation coaching.
3. Data quality limitations for results reporting (gender/youth/potential poverty proxies).
 - **Mitigation:** progressive data protocol; MIS configuration; periodic data quality checks; simplified initial reporting with a plan to increase granularity.

4. Fiduciary and governance risks (private sector grant).

- **Mitigation:** dedicated/ring-fenced arrangements; clear authorization controls; periodic financial reporting; external audit; IFAD verification checks as needed.

Knowledge management, innovation, scaling up and sustainability

Innovation

The TA supports practical institutional innovation: formal ESMS integration into credit processes; digitalization of selected workflows; improved MIS and analytics for targeted outreach and results tracking.

Knowledge management

Document lessons learned on ESG system strengthening and digitalization in a rural-finance MFI context.

Capture good practices for tracking and reporting on priority groups and NSO development results.

Scaling up and sustainability

The TA is designed to embed durable systems (ESMS, MIS, reporting tools) that remain in place beyond the TA period, enabling PEBCo to scale inclusive rural finance responsibly and sustain improved compliance and reporting.

Communication and visibility

To be in line with EU-ILSA visibility requirements (as applicable) and IFAD guidance, focusing on proportionate visibility actions and learning dissemination.

Costs and financing

A. Financing plan

IFAD/EU-ILSA grant: EUR 250,000 (cap)

PEBCo in-kind contribution: ~EUR 25,000

Total: ~EUR 275,000

B. Project costs

Costs are organized by the three components, as reflected in PEBCo's detailed workplan and budget (annexed to the Grant Agreement). Expenditure categories typically include consultancy services, training/workshops, limited goods/services (as applicable), and operational costs necessary to deliver the TA outputs.

Disbursement arrangements

Disbursements will be made to PEBCo on a schedule agreed in the Grant Agreement, typically in tranches linked to deliverables/workplan and satisfactory reporting.

The TA disbursement will be made in two tranches, according to the following proposed structure:

- 1st tranche: 90% of the amount (EUR 225,000).
- 2nd tranche: 10% of the amount (EUR 25,000), provided that 75% of the disbursed amount has been used and an expenditure report (with supporting documents) is submitted, which will be verified by a consultant under the supervision of the PSD Investment Officer.